

démontrer sa capacité de dissuasion et l'efficacité des armes qu'il détient.

"Néanmoins, et dans ce même ordre d'idées, il est à remarquer [un fait paradoxal]: Israël s'est refusé jusqu'à présent à fournir une preuve supplémentaire de sa capacité de dissuasion en ne s'attaquant pas aux missiles syriens basés au Liban. Or, et quoique Begin ait donné l'ordre à l'armée israélienne d'attaquer ces missiles, cet ordre ne fut pas suivi d'effets. Deux raisons expliquent ce fait: d'une part les chefs d'état-major de l'armée de l'air israélienne ont refusé d'obtempérer arguant des [mauvaises] "conditions climatiques", et, d'autre part, parce que le gouvernement de Begin a dû se conformer à la volonté ["attentiste"] de "surseoir" à l'opération. A ce propos, deux faits retiendront notre attention: d'abord le long silence de Begin, quand bien même la crédibilité de l'appareil militaire israélien aurait pu être ébranlée; en second lieu le pouvoir de Washington d'imposer sa volonté à Israël et de le contenir, alors même que dans "l'affaire iraquienne" les Etats-Unis invoquèrent leur impuissance.

"Il est certain que la bataille électorale qui s'est déroulée en Israël fut un facteur déterminant dans le "timing" du raid contre le réacteur iraquien, car Begin aurait pu tout aussi bien différer l'opération s'il n'avait été guidé par des considérations électorales; en effet, la popularité de Begin a enregistré, du fait de cette opération, une hausse considérable. Pour rester au pouvoir, donc, Begin n'a pas hésité à s'en prendre aux dirigeants européens et à provoquer des conflits avec certaines fractions au pouvoir à Washington. Il a précipité la campagne électorale dans la démagogie, et l'a poussée jusqu'aux limites de la violence: il a transformé cette bataille électorale en "bataille nucléaire".

LA VICTOIRE DE M. BEGIN

La reconduction de M. Begin au poste

de Chef de gouvernement de l'Etat hébreu ne fut pas pour réjouir l'opinion publique arabe. Michel Abi-Jaoudé, directeur et co-rédacteur en chef du quotidien libanais *an-Nahar* (16 juillet 1981), entreprend d'analyser les retombées de la victoire des extrémistes israéliens sur le conflit arabo-israélien, à la lumière du contexte politique et diplomatique arabe et international entourant cet événement.

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de cet éditorial.

*

"Après que Menahem Begin a été chargé de former le nouveau gouvernement israélien, qui s'appuiera sur son aile religieuse la plus extrémiste pour s'assurer la majorité requise, on peut dire que l'O.L.P., les pays arabes concernés et les pays étrangers seront appelés, dans le plus simple des cas, à s'opposer, coexister ou accorder leur appui à un gouvernement qui fonde sa politique sur quatre principes. Le premier: poursuivre l'implantation des colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza et la judaïsation de Jérusalem. Le deuxième: s'attacher à la politique de Camp David avec l'Egypte et renouveler l'appel lancé au Liban, à la Syrie et à la Jordanie d'en faire de même. Le troisième: poursuivre les attaques contre les Palestiniens au Liban. Le quatrième enfin: conserver toute liberté pour garantir ce que Menahem Begin appelle la "sécurité d'Israël" et donc frapper — sans tenir compte des objections ou réserves américaines, mais grâce à leurs armes — les objectifs vitaux de l'ennemi arabe.

"La reconduction de Menahem Begin survient à un moment où l'Amérique est gouvernée par "la plus pro-israélienne des administrations", comme l'affirment si bien les deux parties, américaine et israélienne, depuis l'avènement de l'administration du président Reagan; et où la Grande-Bretagne est gouvernée par un gouvernement conservateur incapable de satisfaire les aspirations de l'Irlande du

Nord et celles des ceintures de misère qui encerclent les villes anglaises. Dès lors, comment pourrait-elle, par le biais de la Communauté européenne qu'elle préside actuellement, assurer les droits des Palestiniens? Et où enfin, le gouvernement socialiste de la France est profondément convaincu de la politique de Camp David et de la nécessité d'une reconnaissance mutuelle et directe entre l'O.L.P. et Israël.

"Il est évident qu'à court terme la défaite de Pères aura eu pour conséquence de mettre au rancart, quoique théoriquement, "l'option jordanienne". Ce faisant le gouvernement américain se trouve en face d'un pouvoir israélien en même temps faible et extrémiste, qui risque de se maintenir tout au long du mandat du président Reagan, c'est-à-dire durant quatre ans. Ce pouvoir puisera sa force de sa faiblesse même.

"L'extrémisme déjà éprouvé de Begin, qui laisse présumer son extrémisme futur — et qui probablement s'accroîtra encore — se fonde sur [une politique] visant à susciter l'extrémisme palestinien notamment en poursuivant ses attaques irresponsables, sans nullement tenir compte des réactions américaines et internationales; tout comme elle vise à pousser les Arabes, à l'exception de l'Egypte, à adopter une politique pro-soviétique qui leur attirera l'hostilité d'une administration américaine, dont l'antisoviétisme est la seule manifestation claire de sa politique. Elle cherche enfin à "égyptianiser" le Liban, la Syrie, la Jordanie et, si possible, l'Arabie Saoudite.

"Il faut dire que les cinq parties arabes concernées (Liban, Syrie, Jordanie, Arabie Saoudite et Palestine) n'ont pas encore réussi à unifier leur politique pour contrer Israël. Elles en sont toujours à chercher à limiter les dégâts que leur a causés l'ancien gouvernement Begin, et s'efforcent d'obtenir des Etats-Unis, via la mission de M. Philip Habib, [d'assumer le rôle de] la "dissuasion américaine" à

l'égard d'Israël. Dans les deux cas, le pessimisme l'emporte étant donné l'absence d'une stratégie arabe unifiée nécessaire pour affronter "le nouveau Begin", stratégie qui n'a pu voir le jour à l'époque de "l'ancien Begin".

"Ceci en ce qui concerne les Palestiniens et les Arabes. Par contre, en ce qui concerne les Israéliens et les Américains, il est impossible au "nouveau Begin" et à la nouvelle administration américaine de miser avec succès sur de "nouveaux Arabes" palestiniens, libanais, syriens, jordaniens et saoudiens, sauf à intensifier la violence et chercher à provoquer des bouleversements intérieurs dans le but d'"égyptianiser" toute la région. C'est une aventure dans laquelle le "nouveau Begin" n'hésiterait pas à se lancer. Mais elle comporte de grands risques pour les Américains et les Arabes modérés."

(...)

LA GUERRE ISRAELO-PALESTINIENNE

La guerre israélo-palestinienne de quinze jours qui se déroula au Liban en juillet 1981 devait fournir l'essentiel des commentaires de la presse arabe durant cette période. Marquée par une série de raids meurtriers (dont le plus sanglant fut le bombardement aérien par Israël de quartiers populeux de Beyrouth et qui se solda par un bilan de plus de 1000 victimes), cette guerre devait prendre fin le 24 juillet 1981 grâce à un cessez-le-feu atteint par le biais de deux accords: l'un entre l'O.N.U. et l'O.L.P., et l'autre entre les Etats-Unis et Israël.

Les commentateurs de la presse arabe ne manquèrent pas, à l'instar de leurs collègues de la presse internationale, de souligner le soutien militaire, financier et politique apporté par les Etats-Unis à Israël; ainsi le quotidien saoudien *Al-Riyad* (21 juillet 1981) qui dénonce le rôle américain dans les agressions israéliennes et qualifie l'appui affiché par les